

Unité Départementale Aube – Haute-Marne TROYES, le 24 octobre 2025

Nos réf. : SAU/OS/MI n° 25 - 591

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCIAE DIENVILLE

44 avenue Paul Girard
10500 DIENVILLE

Code AIOT : 0005701978

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30 septembre 2025 dans l'établissement SCIAE Dienville implanté 44 avenue Paul Girard - 10500 DIENVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrivait dans le cadre du suivi de l'établissement au titre de la réglementation des installations classées. Elle avait pour objet de vérifier, par sondage, la mise en œuvre des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation et de faire un point d'ensemble sur les principales obligations applicables au site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCIAE DIENVILLE
- 44 avenue Paul Girard - 10500 DIENVILLE
- Code AIOT : 0005701978
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Sciae DIENVILLE est spécialisée dans la production et la fabrication de meubles à monter soi même.

La société s'appuie notamment sur sa capacité interne de développer des gammes dans de multiples finitions avec une spécialité les produits laqués HIGH GLOSS et de créer ainsi une offre importante et toujours renouvelée de meubles s'adaptant à l'évolution des goûts des consommateurs.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/07/2010, article 2.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Déclaration et rapport d'accident ou d'incident	Arrêté Préfectoral du 07/07/2010, article 2.5.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Réalisation périodique d'exercices incendie et transmission du compte rendu	Arrêté Préfectoral du 07/07/2010, article 2.8	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Stockage et manipulation des produits pulvérulents	Arrêté Préfectoral du 07/07/2010, article 3.1.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Surveillance annuelle des rejets atmosphériques de la chaudière biomasse	Arrêté Préfectoral du 07/07/2010, article 9.2.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Contrôle périodique des eaux pluviales de voiries (tous les 3 ans)	Arrêté Préfectoral du 07/07/2010, article 2.8	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Suivi hebdomadaire des volumes d'eau consommés (dispositif totalisateur)	Arrêté Préfectoral du 07/07/2010, article 4.1.2.1	Sans objet
8	Transport et traçabilité des déchets dangereux	Autre du 07/07/2010, article 5.1.7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les contrôles atmosphériques réalisés sur la chaudière biomasse confirment la conformité des émissions, bien que la fréquence réglementaire de mesure n'ait pas été respectée.

En revanche, plusieurs obligations demeurent non respectées : tenue incomplète des rondes de surveillance, absence de transmission du rapport d'incident, procédure d'évacuation incendie à actualiser, anomalies non traitées sur le dépoussiérage et contrôle des eaux pluviales en retard.

Ces manquements traduisent une application partielle des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2010, article 2.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation. Une ronde est réalisée tous les soirs dans les bâtiments de stockage 29 et 29bis. L'exploitant doit tenir à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées une liste des produits chimiques stockés sur le site ainsi que les risques associés et les quantités.
Constats : Lors de la visite du 30 septembre 2025, l'exploitant a indiqué que des rondes étaient effectuées dans les bâtiments 29 et 29bis et qu'un registre était tenu. Le registre couvrant la période du 17 septembre au 15 octobre 2025, transmis à l'inspection le 15 octobre 2025, a été examiné. Les enregistrements montrent que les rondes ne sont pas consignées les samedis et dimanches, que les bâtiments concernés ne sont pas précisés et que le nom de la personne ayant réalisé la ronde n'est pas indiqué.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Déclaration et rapport d'accident ou d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2010, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des accidents et incidents
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité ou de sauvegarde, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspection des installations classées n'en a pas donné l'autorisation, et, s'il y a lieu, après accord de l'autorité judiciaire.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de la visite du 30 septembre 2025, l'exploitant a indiqué ne pas avoir connaissance de l'obligation de déclaration à l'inspection des installations classées des accidents ou incidents survenant sur le site.

Il a précisé qu'à l'occasion du dernier incident, seuls les services d'incendie et de secours avaient été contactés, en pensant qu'une transmission automatique des informations serait effectuée entre administrations.

L'exploitant s'est engagé à mettre en place une procédure interne pour assurer la transmission directe de ces déclarations à l'inspection.

Les modalités de mise en œuvre de cet engagement seront vérifiées lors d'une prochaine inspection.

L'inspection rappelle à l'exploitant son obligation d'informer dans les meilleurs délais l'inspection des accidents ou incidents survenant sur le site.

En ce qui concerne le dernier incident mentionné, l'exploitant n'a pas transmis de rapport d'incident. Cette situation traduit une absence de respect des obligations d'information et de retour d'expérience relatives aux événements pouvant affecter la sécurité ou l'environnement.

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre le rapport d'incident relatif à cet événement.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Réalisation périodique d'exercices incendie et transmission du compte rendu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2010, article 7.7.4

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention et organisation de la lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Dans le trimestre suivant la publication du présent arrêté, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Il est renouvelé tous les ans. Cet exercice doit notamment permettre de vérifier :

- la bonne application des procédures et des consignes,
- connaissance des différents types d'alarmes,
- contrôle du respect des règles d'évacuation,
- apprentissage de l'utilisation des extincteurs notamment au cours d'exercices,
- vérification que la gestion de crise du site est opérationnelle à n'importe quel moment.

Constats :

Lors de la visite du 30 septembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le compte rendu d'exercice d'évacuation incendie du 29 janvier 2024 (rapport n° FE.018 indice B), relatif à l'exercice réalisé le 29 janvier 2023.

L'inspection rappelle que l'exercice de défense incendie doit être renouvelé chaque année et permettre de vérifier les points mentionnés à l'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2010, notamment la bonne application des consignes, la connaissance des alarmes, la mise en œuvre des moyens d'extinction, et la capacité du site à gérer une situation de crise.

L'analyse du rapport met en évidence les points suivants :

- la procédure d'évacuation du site n'est pas à jour ;
- aucun responsable d'évacuation n'est désigné pour coordonner les opérations ;
- les rôles de guide-file et serre-file ne sont pas systématiquement tenus dans les ateliers, et les machines ne sont pas arrêtées lors de l'évacuation ;
- aucun registre d'entrées et sorties n'est disponible pour vérifier la présence de l'ensemble des personnes évacuées ;
- aucun exercice ou rappel pratique relatif à l'utilisation des extincteurs n'a été effectué ;
- l'organisation de la gestion de crise n'est pas formalisée (absence de diagramme d'alerte) ;
- le compte rendu ne mentionne pas la liste nominative des participants avec leur émargement, ni le chronométrage détaillé de l'exercice.

Compte tenu du manque d'exercice récent et des écarts relevés, l'inspection demande à l'exploitant de réaliser un nouvel exercice de défense incendie avant le 31 décembre 2025 et d'en transmettre le compte rendu à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : Avant le 31 décembre 2025

N° 4 : Stockage et manipulation des produits pulvérulents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2010, article 3.1.5

Thème(s) : Risques chroniques, Émissions atmosphériques (poussières)

Prescription contrôlée :

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières.

Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 30 septembre 2025, l'exploitant a indiqué que le seul point de production et de stockage de poussières se situait au niveau du silo blanc, lequel serait équipé d'un système d'aspiration conforme.

En date du 15 octobre 2025, l'exploitant a transmis un rapport de visite référencé ARC 25050104, relatif à une intervention de contrôle et de prévention effectuée du 22 au 24 juillet 2025 sur le système de dépoussiérage du site.

L'analyse de ce rapport fait apparaître plusieurs observations concernant les équipements associés au système de dépoussiérage :

- le filtre Y28E, situé dans le bâtiment A / silo, pour lequel une remise en conformité ATEX serait à envisager ; le rapport précise le remplacement des événements de sécurité du filtre, ces dispositifs assurant la décompression en cas d'explosion interne dans une zone classée ATEX ;
- le ventilateur XRCMB13, implanté dans l'atelier Prototypes, dont le contrôle s'est révélé impossible en raison d'un important dépôt de matière, générant un risque d'incendie.

L'exploitant n'a pas été en mesure de communiquer les actions correctives menées en réponse aux nombreux commentaires dont certains portent sur la sécurité et les risques d'incendie et ATEX.

En absence de plan d'actions de l'exploitant, l'exploitant rédigera un planning des actions correctives à mener et procédera à la résolution des points du rapport ARC25050104 du 25 juillet 2025 de la société Cattinair. Une procédure de suivi de ses installations sera élaborée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Surveillance annuelle des rejets atmosphériques de la chaudière biomasse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2010, article 9.2.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Émissions atmosphériques / Suivi périodique des rejets

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait effectuer au moins annuellement, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement, une mesure du débit rejeté et des teneurs en oxygène, oxydes de soufre, poussières et oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère selon les méthodes normalisées en vigueur. À défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44-052 doivent être respectées.

La première analyse devra être effectuée dans les 6 mois après le démarrage de nouvelles chaudières.

Tableau des paramètres à mesurer (effluent n°31)

Paramètre	Fréquence	Méthodes d'analyses
Débit	Annuelle	-
O ₂	Annuelle	FDX 20 377
CO	Annuelle	FDX 20 361 et 363

SOx	Annuelle	-
NOx	Annuelle	-
Poussières	Annuelle	-

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport APAVE n°236829.01.5B.23.F.001.BURO.001-001, daté du 12 juillet 2023 et relatif aux mesures réalisées le 12 juin 2023 sur le conduit n°31 (chaudière biomasse). Ce document a été adressé à l'inspection le 15 octobre 2025.

Les mesures annuelles ont donc été effectuées avec un retard de plus de deux ans, traduisant un manquement dans la réalisation du contrôle périodique des rejets atmosphériques.

L'analyse des résultats montre toutefois que toutes les valeurs mesurées sont conformes aux valeurs limites d'émission applicables. Les concentrations en poussières, oxydes de soufre (SO₂), oxydes d'azote (NOx), monoxyde de carbone (CO) et composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) sont très inférieures aux seuils réglementaires fixés par l'arrêté préfectoral modifié, respectivement :

- Poussières : 0 mg/Nm³ (VLE 150 mg/Nm³)
- SO₂ : 44 mg/Nm³ (VLE 300 mg/Nm³)
- NOx : 450 mg/Nm³ (VLE 750 mg/Nm³)
- CO : 17 mg/Nm³ (VLE 250 mg/Nm³)
- COVNM : 6,5 mg/Nm³ (VLE 50 mg/Nm³)

Ainsi, bien que le contrôle ait été transmis tardivement, les émissions du conduit n°31 respectent les valeurs limites d'émission en vigueur. Aucun dépassement n'a été constaté lors de cette campagne de mesures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Suivi hebdomadaire des volumes d'eau consommés (dispositif totalisateur)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2010, article 4.1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de l'eau / Suivi de la consommation
Prescription contrôlée : Le site doit être muni d'un dispositif totalisateur et une mesure hebdomadairement de la quantité d'eau consommée doit être réalisée. Les résultats doivent être consignés sur un registre.
Constats : Lors de la visite du 30 septembre 2025, l'exploitant a indiqué que la consommation d'eau pour l'année écoulée était de 1 300 m ³ . L'exploitant a transmis le 15 octobre 2025 un relevé global de consommation couvrant la période 2009-2025, sans mention hebdomadaire des volumes mesurés. Aucune mesure récente n'a été produite pour démontrer un suivi hebdomadaire de la consommation d'eau. Compte tenu des faibles volumes consommés, ce point sera réexaminé lors d'une prochaine inspection.
Type de suites proposées : sans suite

N° 7 : Contrôle périodique des eaux pluviales de voiries (tous les 3 ans)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/07/2010, article 2.8
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales / suivi de la qualité des rejets aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant doit faire réaliser, par un organisme compétent, un contrôle de la qualité des eaux pluviales collectées sur les voiries du site. Ce contrôle est effectué tous les trois ans et doit permettre de vérifier la conformité des rejets aux dispositions de l'arrêté préfectoral. Les résultats de ces analyses sont consignés dans un registre et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats: Lors de l'inspection du 30 septembre 2025, il a été constaté que le contrôle de la qualité des eaux pluviales collectées sur les voiries du site n'a pas été réalisé selon la périodicité triennale prévue. Le dernier contrôle remonte à 2021, soit un retard d'environ un an par rapport à l'échéance attendue.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Transport et traçabilité des déchets dangereux

Référence réglementaire : Autre du 07/07/2010, article 5.1.7
Thème(s) : Situation administrative, Gestion et suivi des déchets (bordereaux, transporteurs, conformité réglementaire)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 541-45 du code de l'environnement.</p> <p>Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des article R 541-50 à R 541-64 et R 541-79 du code de l'environnement relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets.</p> <p>La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 30 septembre 2025, l'exploitant a déclaré que la quantité de déchets dangereux expédiée annuellement était d'environ 8 m³.</p> <p>L'exploitant a transmis, en date du 15 octobre 2025, les bordereaux de suivi de déchets (BSD/BSDA) couvrant la période 2024-2025. Les documents reçus sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • BSD-20230606-BSBP9HE24 - Déchet : Mélange eau + hydrocarbure, quantité : 0,4 t, traitement R13, destination : COVED, prise en charge le 22/02/2024. • BSD-20240725-XQJV5X42C - Déchet : Matériels souillés standards, quantité : 1,985 t, traitement R12, destination : CHIMIREC, prise en charge le 29/07/2024. • BSD-20240725-YDKD96YM8 - Déchet : Boues diverses solvantes, quantité : 11,231 t, traitement R12, destination : CHIMIREC, prise en charge le 29/07/2024. • BSDA-20250114-6E0MS0JHV - Déchet : EPI usagés, quantité : 0,036 t, traitement D5, destination : SARPI MINERAL FRANCE, prise en charge le 30/01/2025. <p>Le total des déchets dangereux expédiés pour l'année 2024 s'élève à environ 13,616 t. Pour l'année 2025, la quantité reçue jusqu'en janvier s'élève à 0,036 t.</p> <p>Les bordereaux transmis couvrent l'ensemble des expéditions pour la période mentionnée. La liste actualisée des transporteurs n'a pas été communiquée, mais les informations figurant sur les bordereaux permettent d'identifier les entreprises concernées. Ce point pourra être vérifié lors d'une prochaine inspection.</p>
Type de suites proposées : sans suite